

**L'économie britannique après 10 ans de *New Labour*...**

Jeudi 21 juin 2007

Tony Blair quittera son fauteuil de Premier ministre le 27 juin 2007, dix ans après avoir été nommé pour la première fois à ce poste et laissera la place à Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier aussi depuis 10 ans. Sans avoir atteint le record de durée de Margaret Thatcher (11 ans et 209 jours), Tony Blair aura cependant réussi à conduire trois fois de suite le New Labour au pouvoir. Le bilan économique est dans l'ensemble positif, même si les points forts ne sont peut-être pas ceux que l'on croit.

La croissance du PIB britannique a été de 2,8 % par an en moyenne depuis 1997, nettement supérieure à celle de la France et de l'ensemble de la zone euro (2,2 %). L'inflation est jusqu'à une période récente restée parmi les plus modérées de l'UE. Cette performance s'est progressivement ternie à partir de l'été 2006 et jusqu'en mars 2007, où la hausse des prix a atteint 3,1 % sur un an, soit 0,1 point de plus que la fourchette haute de la cible de la politique monétaire, en partie sous l'effet de relèvements de la fiscalité de l'énergie en fin d'année. Avec une inflation revenue à 2,5 % sur un an en mai, le bilan demeure honorable, au regard de celui de la zone euro (inflation à 1,9 %, mais 1,2 % seulement en France).

Dès son arrivée en 1997, le gouvernement a mis en place un cadre de politique monétaire visant à stabiliser l'inflation, en prenant soin d'éviter le risque déflationniste. La Banque d'Angleterre a été rendue indépendante, certes, mais son mandat est de respecter un objectif d'inflation fixé par le chancelier de l'Echiquier : actuellement 2 % par an en termes d'indice des prix à la consommation harmonisé, dans une fourchette de +1/-1 %. En cas de non-respect de cette cible, le gouverneur de la Banque d'Angleterre doit écrire une lettre ouverte d'explication au chancelier de l'Echiquier, ce qui fut fait pour la première fois en mars... Mandat qui semble tout à fait inconcevable dans la zone euro...

Deux règles de politique budgétaire ont été mises en place : la règle d'or – selon laquelle le gouvernement n'emprunte au cours d'un cycle économique que pour investir – et la règle d'investissement soutenable – la dette publique doit rester à un niveau stable et prudent – deux règles dont les économies de la zone euro auraient pu utilement s'inspirer (voir [Politique économique : la clé anglaise](#)). Elles ont permis au gouvernement britannique de soutenir la croissance : l'impulsion budgétaire cumulée a été de 5,6 points entre 2000 et 2004 (selon les estimations de l'OCDE), et de 1,2 points seulement dans la zone euro. Le gouvernement a amorcé une remise à niveau des systèmes de santé et d'éducation, qui s'est traduite par des créations massives d'emplois publics et une hausse de l'investissement. La part de l'investissement public brut dans le PIB est remontée de 1,3 points en 1997 à 1,7 en 2006, mais reste faible, au regard de la France (2,9 points en 1997, 3,4 en 2006) et de la moyenne de la zone euro (stable à 2,4 points du PIB).

En Europe, c'est le faible taux de chômage britannique, supposé résulter de la flexibilité du marché du travail et des politiques d'incitations au travail, qui a généralement retenu l'attention. Rappelons que le taux de chômage n'était que de 6,8 % en 1997 au Royaume-Uni, contre 11,6 % en France. Il est désormais de 5,4 % au Royaume-Uni et de 8,7 % en France. Depuis 1997, les créations d'emplois ont été plus fortes en France (+10 %) qu'au Royaume-Uni (+7 %). Certes des chômeurs sont classés en invalides au Royaume-Uni, mais le taux d'emploi (72 % en équivalent temps-plein) y est plus fort qu'en France (62 %). L'industrie britannique a vu ses effectifs continuer à fondre sur la période (5,9 millions de salariés en 1997, 5,1 en 2005), tandis que les emplois dans les secteurs administrés augmentaient fortement, surtout dans l'éducation et la santé, passant de 7,1 à 8,7 millions.

La hausse des salaires a été bien plus forte au Royaume-Uni que dans les pays d'Europe continentale : la part des salaires dans la valeur ajoutée était de 73,7 % en 2006 au Royaume-Uni (soit 2,7 points de plus qu'en 1997), contre 66,5 % en France (66,8 en 1997) et 63,9 dans la zone euro (65,9 en 1997). La mise en place d'un salaire minimum en 1999, après une large consultation au niveau sectoriel, et à un niveau jugé proche des minima pratiqués, comme sa revalorisation plus rapide que le salaire moyen ensuite, sont aussi un autre élément peu représentatif d'un modèle libéral.

On oublie souvent aussi que la productivité reste un point faible de l'économie britannique : le déclin de la productivité britannique vis-à-vis des grands pays industriels a certes été enrayé, mais le rattrapage est loin d'être achevé, notamment par rapport à la France : en 2005, la productivité par tête au Royaume-Uni restait inférieure de 9 % à celle de la France et de 25 % à celle des Etats-Unis, les retards en termes de productivité horaire étant respectivement de 19 % et 16 %.

Le Royaume-Uni reste un pays inégalitaire : le rapport entre le revenu des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres est de 5,5 contre 4 en France et 3,3 en Suède. Le taux de pauvreté reste de 18 % (contre 13 % en France). La pauvreté frappe particulièrement les plus de 65 ans (26 % de pauvres) et les enfants (dont le taux de pauvreté a baissé de 27 % en 1997 à 22 %, mais est de 16 % en France). L'objectif du gouvernement d'éradiquer la pauvreté des enfants d'ici 2020 et de la diminuer de moitié d'ici 2010 semble ambitieux.

Le Royaume-Uni a choisi de ne pas entrer dans la zone euro et s'en porte bien. Cela ne l'a pas empêché de bénéficier d'un important développement de son secteur financier. Les politiques d'incitation au retour à l'emploi comme la non-remise en cause de la flexibilité du marché du travail sont les éléments les plus visibles de la stratégie économique du New Labour, mais les recettes de Tony Blair et Gordon Brown ont comporté aussi des ingrédients néokeynésiens traditionnels.

Catherine Mathieu